

• Frank Brichau est CEO d'Essent, le 4^e fournisseur d'énergie en Flandre.

• Il estime que la ministre de l'Énergie ne prépare pas suffisamment la transition énergétique.

• Il aimerait que les plus petits acteurs soient davantage consultés.

“Le gouvernement se focalise sur le court terme”

Entretien par Laurent Lambrecht

Frank Brichau est CEO d'Essent depuis 2011. La filiale du groupe allemand RWE est le quatrième fournisseur d'énergie en Flandre et le cinquième au niveau belge. Ingénieur civil de formation et titulaire d'un doctorat, Frank Brichau a débuté sa carrière chez Shell, où il a notamment officié dans l'IT et la finance. Après cinq années passées chez la “major” de l'énergie, il a rejoint Belgacom où il a occupé trois fonctions sous la direction de John Goossens. Mais en 2000, il est rappelé par Shell pour redresser une activité déficitaire. “La branche des cartes professionnelles de carburant faisait beaucoup de pertes en Belgique et au Luxembourg, explique-t-il. Ensuite, j'ai géré le call center du Benelux depuis les Pays-Bas, avant de rejoindre Paris pour gérer la logistique. Enfin, je me suis occupé des fusions et acquisition à Londres.”

Comme sa prochaine affectation chez Shell devait être la Chine ou l'Inde (“mais ma femme travaille chez KBC à Louvain”), Frank Bri-

chau décide d'accepter l'offre de CEO d'Essent en Belgique. “C'était mon premier poste de CEO, explique-t-il. Chez Shell, j'avais une géographie immense mais un pouvoir limité. Ici, j'ai une géographie limitée mais plus de responsabilités. J'ai appris que les postes des finances et des ressources humaines étaient clefs”.

Le CEO est en tout cas satisfait du travail accompli. “Quand je suis arrivé chez Essent, la société était déficitaire depuis neuf ans, précise-t-il. Depuis lors, nous avons triplé notre base clients. En 2014, nous avons dégagé des bénéfices en Belgique pour la première fois de notre histoire”. Depuis lors, le CEO se bat pour que la Belgique occupe une part plus importante au sein de RWE. “La Belgique est un bon endroit pour tester les innovations, déclare-t-il. Si cela marche ici, cela marche partout. Par exemple, nous avons réalisé une petite vidéo personnalisée qui explique la facture aux clients. Elle est maintenant utilisée dans tout le groupe parce qu'on a constaté qu'elle permettait de réduire les appels au call center. C'est un exemple de l'usage de la big data”.

Frank Brichau

“Le prochain gouvernement risque de devoir prolonger le nucléaire”

Cela fait un an que Marie-Christine Marghem (MR) a pris les rênes du ministère de l'Énergie. Comment jugez-vous son action ?

Chez Essent, en tant que filiale de RWE, on ne doute pas que la production d'électricité sera à 100 % d'origine renouvelable à l'horizon 2050. Ce sera probablement un mixte d'éolien, de photovoltaïque, de biomasse, de gestion de la demande et de batteries. Ce qu'il manque dans la politique du gouvernement, c'est une vision pour arriver à cet objectif 100 % renouvelable. Il se focalise trop sur les problèmes à court terme.

Vous avez publiquement montré votre opposition à la prolongation de Doel 1 et Doel 2. Pourquoi ?

Si l'objectif est une production d'électricité 100 % renouvelable d'ici 2050, il faut voir quelles sont les technologies les plus compatibles. Ce n'est pas le cas du nucléaire qui doit être soit en position “on”, soit en position “off”. Certains vous diront qu'on peut moduler le nucléaire mais ce n'est pas vrai. On peut le moduler quelques fois sur l'année mais ce n'est pas suffisant pour assurer sa compatibilité avec le renouvelable. En outre, la prolongation de Doel 1 et Doel 2 risque de tuer toute l'innovation dont on aura besoin pour assurer la transition énergétique.

Il s'agit donc d'une grosse erreur, selon vous ?

Je comprends la logique du gouvernement d'assurer notre approvisionnement à court terme mais faut-il pour cela remettre en question le futur en prolongeant des technologies qui ne sont pas en ligne avec la transition énergétique ? En 2025, on sera face au même problème et le prochain gouvernement risque d'à nouveau devoir prolonger le nucléaire. A court terme, le gouvernement aurait pu se tourner vers les frontières nord et est, où il y a beaucoup de sites sous cocon. Au lieu de cela, on regarde toujours vers le sud. Nous plaidons aussi pour l'instauration d'un mécanisme de rémunération des capacités pour assurer la sécurité d'approvisionnement.

Pourquoi faudrait-il subsidier les producteurs d'électricité ?

Il ne s'agit pas de subventions mais d'une rémunération pour assurer la disponibilité des capacités nécessaires en cas de besoin. La montée en puissance des énergies renouvelables a bouleversé le marché de l'électricité. Ce sont pourtant toujours les mêmes règles

qu'il y a cent ans qui régissent le marché. Même quand les prix de l'électricité sont négatifs, les éoliennes tournent car elles sont subsidiées. Le modèle actuel n'est plus en ligne avec la réalité du renouvelable qui va encore monter en puissance.

Pourtant, nous avons besoin d'autres moyens de production pour prendre le relais quand il n'y a pas de vent ou de soleil.

Comment fonctionnerait ce mécanisme de rémunération des capacités ?

L'idée est d'obliger les fournisseurs à disposer de suffisamment de capacités fiables pour couvrir les besoins de leurs clients. Cela peut être du gaz, du nucléaire, des batteries ou des contrats avec des clients qui acceptent de réduire leur consommation en cas de risque de pénurie. Croyez-moi, de nombreux fournisseurs ne disposent pas actuellement de suffisamment de capacités pour couvrir les besoins de leurs clients. L'avantage d'un méca-

nisme neutre technologiquement est qu'il poussera les technologies les plus rentables. Le système serait financé par le marché, soit via la facture du consommateur, soit via un autre mécanisme. Une étude allemande a démontré que cela ne ferait grimper les prix que de 0,2 %.

Marghem a annoncé qu'elle planchait sur ce mécanisme. Vous avez été consulté ?

Je ne pense pas qu'elle ait beaucoup avancé sur ce dossier, en raison de son focus sur la prolongation du nucléaire. L'idéal aurait été d'avancer en parallèle sur le court, moyen et long terme. Mais pour le moment on parle beaucoup avec les propriétaires du nucléaire. Nous avons peur de nous retrouver devant le fait accompli.

Vous avez des choses à partager ?

En tant que groupe présent dans toute l'Europe, nous avons un savoir-faire et une expérience à partager. Il ne faudrait pas qu'on fasse les mêmes erreurs que par le passé. En Flandre, le photovoltaïque affiche un trou de 2 à 3 milliards d'euros. Il ne faut pas répéter la même erreur avec les batteries Tesla parce que tout d'un coup ça devient à la mode. De même, nous ne sommes pas persuadés que la réserve stratégique soit une solution de long terme. En effet, son mode de fonctionnement favorise les centrales déjà construites qui sont à l'arrêt faute de rentabilité. Or, ces unités sont les plus polluantes.